## FO fait salle comble

Adhérents et sympathisants ont convergé de tout le pays vers le meeting organisé à Paris par FO. Des syndicalistes venus d'Espagne, de Belgique et de Grèce y participaient.

«L'austérité est suicidaire, socialement, économiquement et démocratiquement», a dénoncé Jean-Claude Mailly lors d'un meeting national FO au titre évocateur: «Solidarité contre l'austérité», organisé le 24 janvier et au cours duquel des syndicalistes venus d'Espagne, de Belgique et de Grèce ont pris la parole. Ce jour-là, adhérents et sympathisants ont convergé de toute la France vers Paris, dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement, où les 5000 places assises de la Halle Freyssinet n'ont pas suffi à contenir tous les participants.

Ce jour-là aussi, on apprenait qu'en Espagne les prévisions du gouvernement en matière de chômage pour la fin 2012 étaient



largement dépassées. À Athènes, le gouvernement grec venait de réquisitionner le métro en vue de mettre fin à une grève menée depuis plusieurs jours contre des coupes salariales. Et en Belgique, ArcelorMittal annonçait, contre toute attente, la fermeture de plusieurs de ses sites.

## **I** LA GROGNE MONTE

«Je salue ici le combat des travailleurs grecs, espagnols, portugais, italiens qui luttent et résistent contre la dictature de la Troïka et les mesures d'austérité qui conduisent les peuples à la ruine et à la misère», a lancé le Secrétaire général de FO, avant de souligner qu'en France, l'actuel gouvernement suit une même logique. Pour lui, le marqueur n'est autre que «le pacte budgétaire européen, le traité TSCG, que François Hollande a signé, que nous avons combattu et que nous continuons de dénoncer». Salué par une salve d'applaudissements, il y a vu aussi «la cause, le fait générateur» de l'accord sur la flexibilité conclu le 11 janvier par trois syndicats et le patronat (lire aussi page 5). «Au final, a-t-il ironisé, c'est comme à la cérémonie des Oscars, the winner is... le patronat.» Sans surprise, il refuse qu'un tel accord soit transposé en l'état dans la loi. «Nous irons voir les membres du gouvernement puis les parlementaires [...], nous irons



convaincre de la pertinence de notre analyse.» De nouveau très applaudi, le Secrétaire général a prévenu: «N'en déplaise à M. Moscovici, ministre de l'Économie, qui, en quelque sorte, nous demande de ne rien dire, nous ne nous tairons pas!» D'autant moins que pour le numéro un de FO, en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Italie, comme en France, la solution reside dans «des politiques macro-économiques et un changement dans les modalités de la construction européenne. En attendant, en octobre dernier, dans notre pays, le seuil symbolique des trois

BELGIQUE

Anne Demelenne, Secrétaire générale de la FGTB

## «Nous ne voulons pas de l'Europe de Baroso et Van Rompuy!»

FO hebdo: Comment se manifeste la politique d'austérité en Belgique?

Anne Demelenne: Le gouvernement a finalement renoncé à supprimer l'indexation des salaires sur les prix, malgré les pressions de Bruxelles, parce que tous les syndicats ont clairement dit qu'ils en feraient un point de rupture. Mais il a bloqué les sa-



laires au-delà de l'indexation, ce qui revient à mettre la négociation collective sous tutelle. Dans certains ministères, on ne remplace plus qu'un fonctionnaire sur cinq.
Dans le privé, nous connaissons des restructurations très importantes, que ce soit
dans l'automobile ou dans la sidérurgie.
Aujourd'hui même, nous venons d'apprendre qu'ArcelorMittal va détruire 1300 emplois de plus dans le bassin liégeois.

FO hebdo: La FGTB est aussi en pleine bataille contre la flexibilité. Peux-tu nous en dire plus?

Anne Demelenne: Les demandes patronales ont été relayées par le gouvernement et nous avons donc voulu participer à la négociation pour tenir tête aux employeurs. Ils veulent augmenter la durée du temps de travail et que cela échappe toute concertation sociale. Notre mandat est très clair là aussi: nous n'accepterons ni l'un ni l'autre.

FO hebdo: Vous avez écrit dans un récent éditorial que l'Europe actuelle n'est plus celle des pères fondateurs. Qu'entendez-vous bar là?

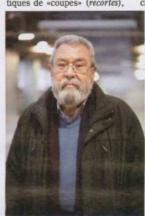
Anne Demelenne: Quel espoir donnonsnous encore aux jeunes, à ceux qui ont perdu leur emploi, à ces travailleurs de l'Est contraints de venir travailler avec des salaires bradés? Nous, nous voulons plus d'initiative européenne en ce qui concerne la régulation bancaire, la relance économique, la politique industrielle, le soutien aux services publics, les créations d'emplois de qualité et l'harmonisation fiscale, car si l'Europe laisse les États se faire concurrence entre eux, on ne s'en sortira pas. Nous voulons plus d'Europe, mais nous ne voulons pas de l'Europe de Barroso et Van Rompuy! C'est pourquoi nous avons demandé aux parlementaires de refuser le TSCG (Traité de stabilité, de coordination et de gouvernance, dit pacte budgétaire, NDLR) qui est une aberration, antisociale, mais aussi anti-économique. Nous voulons l'Europe que défend le mouvement syndical, et FO et la FGTB ont dans ce cadre-là le même combat et les mêmes valeurs

ESPAGNE

## Candido Mendez, Secrétaire «L'Espagne l'échec des

FO hebdo: Comment résumerais-tu la situation aujourd'hui dans ton pays?

Candido Mendez: l'Espagne met en évidence un échec, celui des politiques d'austérité, que nous appelons nous des politiques de «coupes» (recortes),



car en castellan le mot «austérité» est un terme noble. Nous avons plus de 55% de nos jeunes au chômage, près de six millions de chômeurs au total. La réforme du marché du travail est une machine à détruire les emplois.

Les services publics fondamentaux ne cessent de se détériorer. Le gouvernement régional de Madrid est tout bonnement en train de privatiser le système de santé. Dans tout le pays, de nombreuses familles sont expulsées de leur logement. Le chômage, la spoliation des droits sociaux les plus élémentaires et l'impunité à l'égard des responsables de cette catastrophe mettent en jeu la crédibilité de la démocratie. Il nous faut combattre cette situation.